

Les nouveaux rapports industrie-services à l'ère du numérique

Déclaration du groupe des entreprises

Le numérique bouleverse nos habitudes quotidiennes, nous en faisons tous l'expérience. Il nous permet d'aller plus vite, faire plus de choses et entrer dans la culture de l'instantané. Ce monde qui change rapidement a évidemment pénétré la sphère des relations dans et entre les entreprises. Le numérique continuera à modifier profondément la façon dont les salariés, les chefs d'entreprises et les secteurs d'activité travaillent ensemble.

Il permet notamment les gains de productivité, les chaînes logistiques toujours plus efficaces et le développement des services associés aux produits. Il fait donc naître une nouvelle économie avec de formidables opportunités visibles dès maintenant ou qui se révéleront plus tard. Depuis 30 ans, les rapports économiques ont considérablement évolué. La part de services associés à un produit est de plus en plus importante. Le client est devenu prescripteur au sein d'une économie tertiaisée. La question pertinente est donc de savoir si ce glissement de l'économie vers le tertiaire va permettre un rebond industriel que tout le monde souhaite.

Ce sujet est très vaste. Il a concerné tous les pays mais force est de constater que la désindustrialisation massive que nous avons observée en France n'a pas toujours été aussi importante chez nos voisins.

Face à ce constat, les conclusions que nous en tirons sont divergentes de celles de l'avis tant sur la méthode que sur le fond.

Divergences sur la méthode car dans cet avis, en touchant à des sujets aussi divers que la finance, le management, le travail collaboratif et les pôles de compétitivité, la mise en cohérence manque quelquefois.

Divergences sur le fond aussi, car si nous sommes d'accord sur l'ampleur de la désindustrialisation qu'a subie notre pays depuis 30 ans, nous regrettons que certains sujets tels que les composantes de la compétitivité ne soient pas évoqués.

Il nous semble inexact de faire porter la responsabilité de la perte de nos emplois industriels aux seuls établissements financiers et aux grandes entreprises sans s'interroger sur la capacité de notre pays à se réformer en profondeur afin d'accompagner les mutations apportées notamment dans les relations entre industrie et services.

Pour toutes ces raisons et malgré la qualité du travail réalisé par la rapporteure ainsi que celle des auditions, le groupe des entreprises s'est abstenu.